

	<p>Coût total estimé: 40 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 28 000 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 12 000 000 EUR.</p>
GESTION ET EXÉCUTION	
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	<p>Modalité du projet</p> <p>Gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD).</p>

1.2 Résumé de l'Action

Le Tchad connaît un très faible niveau de scolarisation, qui touche seulement un enfant sur deux. Le taux d'enfants scolarisés avec des bonnes bases en lecture et mathématiques, en français ou en arabe, serait seulement d'environ 20 % à la fin du cycle primaire. Le taux d'analphabétisme chez les jeunes est d'environ 70 %. Cette situation est la conséquence combinée des crises économiques et humanitaires que le pays connaît, de l'éparpillement de la population sur un vaste territoire et de la réticence de certains groupes à accéder au système éducatif formel.

L'action fournira des compétences de base aux jeunes vivant dans des conditions de vulnérabilité (y compris enfants handicapés) pour leur autonomisation et leur inclusion socio-économique, avec un accent particulier sur les filles. Pour cela, l'action appuiera le développement structurant d'alternatives éducatives pour les groupes non-scolarisés et la scolarisation des filles, avec un focus sur l'achèvement du cycle primaire et la transition vers le secondaire. L'action inclut une composante communautaire avec un appui immédiat en faveur des groupes vivant dans des conditions de vulnérabilité dans les zones visées. Ce volet est aligné avec l'initiative nexus humanitaire-développement-paix du Conseil, pour laquelle le Tchad est l'un des pays pilotes.

Cette action est complémentaire du **Programme d'appui à la transition politique et à la consolidation de l'État au Tchad (contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience – CCER 4, réf. NDICI AFRICA/2021/043-303)**. Ledit programme a été adopté par la Commission dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI) et du PIM 2021-2027 pour le Tchad. Il comprend un volet pour l'augmentation du taux d'exécution des dépenses sociales par le Ministère de l'Éducation nationale et de la promotion civique (MEPNC), sur base des dépenses ordonnancées (hors dettes, salaires et investissements extérieurs).

Elle est conçue comme une action conjointe UE-AFD d'un montant total de 40 000 000 EUR, dont 28 000 000 EUR du NDICI et 12 000 000 EUR de l'AFD. Elle sera mise en œuvre par une convention de contribution avec l'AFD. Elle fera l'objet d'un dialogue politique sectoriel conjoint UE-AFD sur les politiques éducatives et sera mise en œuvre par des organisations non gouvernementales (ONG) et des opérateurs privés dans quatre provinces du Tchad parmi les plus fragiles en termes d'éducation en cohérence avec les besoins en termes socio-éducatifs et notamment l'accès à l'enseignement moyen et tenant compte des complémentarités des actions du partenaire AFD ainsi que des interventions sur des zones transfrontalières prenant en compte les populations déplacées, en particulier, les réfugiés..

L'action prévoit également un appui central au MEPNC. Elle a été formulée de manière à assurer un démarrage accéléré de certains volets via la mobilisation des fonds de l'AFD (émanant des fonds urgence permettant des procédures simplifiées, ce qui permettra très rapidement d'avoir des résultats sur le moyen terme).

L'objectif général de l'action est de contribuer à l'inclusion et à l'émancipation des populations vivant dans des conditions de vulnérabilité dans quatre régions du Tchad, particulièrement les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques.

¹ Art. 27 NDICI